



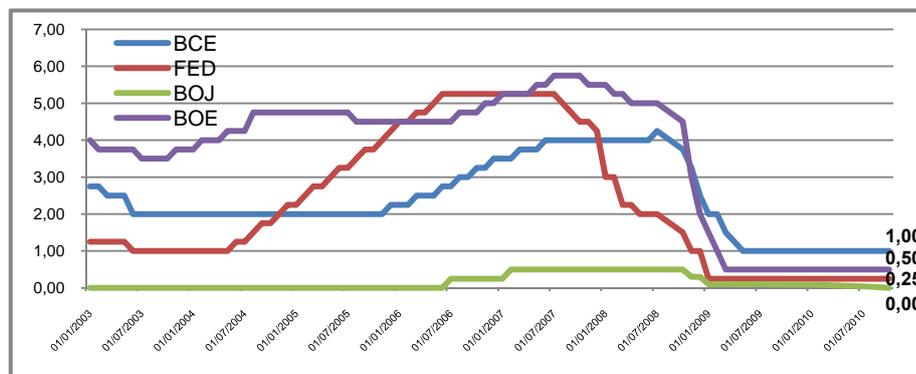
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 3 février 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que *« les données économiques récentes confirment la dynamique de fond positive de l'activité économique dans la zone euro, malgré la persistance d'une forte incertitude, et les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues à moyen et long termes »*.

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 26 janvier 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs annoncé en novembre 2010 à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici à la fin du deuxième trimestre 2011. Dans son communiqué, la Fed observe que le rétablissement de l'économie américaine se poursuit mais à un rythme insuffisant pour réduire le chômage de manière significative. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 3,2 % au quatrième trimestre 2010 en glissement annuel et de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2010.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 725 200 fin décembre 2010, soit une hausse de 1% sur un mois en données CVS-CJO (+ 27 100 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 3 % (+ 1,4 % pour les hommes et + 4,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 16,3 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en décembre 2010, inchangé par rapport à novembre. Il était de 9,9 % en décembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % décembre 2010. Il était de 9,5 % en novembre 2009.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en décembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4 % en janvier 2011. Il était de 2,2 % en décembre 2010.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 25 janvier 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a revu à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour l'année fiscale en cours à 3,3 % contre 2,1 % dans une précédente estimation et il a abaissé celle de l'année fiscale 2011 de 1,8 % à 1,6 %. En décembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 3,1 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation, hors produits frais et énergie, ont baissé de 0,7 % sur un an en décembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 3,3 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 4,9 % contre 5,1 % en novembre. En décembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 13 % et de 10,6 % en glissement annuel et l'excédent commercial a augmenté de 34 % en glissement annuel à 6,6 milliard d'euros.

Léger repli de l'excédent commercial chinois

Le PIB chinois a progressé de 9,8 % sur un an au quatrième trimestre 2010 et la croissance chinoise a atteint 10,3 % sur l'ensemble de l'année contre 9,2 % en 2009. En décembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13 % en glissement annuel contre 13,3 % en novembre. En décembre, le taux d'inflation est estimé à 4,6 %. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 17,9 % et de 25,6 % en glissement annuel. L'excédent commercial ressort à 13,1 milliards de dollars au mois de décembre et 183,1 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2010, en recul de 7 % par rapport à 2009. Fin 2010, les réserves de change de la Chine ont atteint 2 850 milliards de dollars.

Informations bancaires

Réforme du taux d'intérêt du Plan d'épargne logement

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, a signé le 25 janvier 2011 un arrêté modifiant le taux d'intérêt du Plan d'épargne logement (PEL) avec :

- une rémunération plus attractive : pour les PEL ouverts à compter du 1^{er} mars 2011, le taux d'intérêt sera révisé chaque année, selon une formule reposant sur des taux swap, calculé par la Banque de France, le taux sera indexé sur la situation économique avec un taux plancher fixé à 2,5 % ;
- une fiscalité plus lisible : les prélèvements sociaux seront débités chaque année et non plus au moment de la clôture du PEL ou au 10^{ème} anniversaire ;
- une prise en compte des impacts environnementaux : la prime d'Etat qui est versée aux épargnants qui souscrivent un prêt immobilier en sortie de PEL sera modulé selon l'impact environnemental : 1 525 € pour les logements verts, 1 000 € pour les autres.

La réforme ne s'applique pas aux anciens plans dont le taux est fixé à 2,5 % depuis 2003.

Nouvelles autorités européennes de supervision

Les trois nouvelles autorités européennes de supervision des marchés, de la banque et des assurances* installées début janvier 2011 ont désigné leurs dirigeants :

- le néerlandais Steven Maijor, à l'Autorité des marchés financiers et valeurs mobilières (AMF) installée à Paris,
- le portugais Gabriel Bernardino, à l'agence européenne pour les assurances et les pensions professionnelles (AEAPP) basée à Francfort,
- l'italien Andrea Enria, à l'agence européenne des banques (AEB) installée à Londres

Le Comité européen des risques systémiques (CERS) dirigé pendant les cinq premières années par le Président de la BCE (Banque centrale européenne) a tenu sa première réunion le 27 janvier 2011 à Francfort, sous l'égide de son Président Jean-Claude Trichet et de Mervyn King son premier vice-président, gouverneur de la Banque d'Angleterre.

* (cf. Lettre de l'Institut d'émission de septembre 2010).

Livret A

A compter du 1^{er} février 2011, le taux Livret A est passé à 2 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementaire s'établissent comme suit :

- Livrets de développement durable : 2 %,
- Comptes sur livret d'épargne populaire : 2,5 %,
- Comptes d'épargne logement hors prime d'Etat : 1,25 %

Publications de l'IEOM

1 – Echanges régionaux de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité

Dans la collection « Les notes de l'Institut d'émission »

2 – Nouvelle-Calédonie : Premières tendances 4^{ème} trimestre 2010, une embellie sur le climat des affaires

Dans la collection Note expresse n° 27 série « Tendances »

3 – Echanges régionaux de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : facteurs de frein et éléments de soutien ;

4 – Le microcrédit à Wallis-et-Futuna : un levier pour le financement du secteur privé ?

5 – Le microcrédit en Nouvelle-Calédonie : développement rapide et multiple acteurs

Dans la collection Note expresse série « Eclairage » n° 28, 29 et 30

Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.ieom.fr

2 – Actualité régionale

Un record pour le tourisme fidjien

C'est un record pour le secteur touristique fidjien qui pour la première fois a atteint et dépassé la barre des 600 000 visiteurs au terme de l'année 2010. Les dernières statistiques affichent un total de près de 620 000 touristes en 2010 contre 542 186 en 2009. Selon le ministre du tourisme fidjien, les statistiques prouvent que les fidjiens ont la capacité d'atteindre leurs objectifs malgré les événements de crise et de putsch auxquels ils ont du faire face. Au mois d'août, le nombre de visiteurs a frôlé la barre des 60 000, encore un record selon le ministre du tourisme. Fidji compte bien soutenir ce qui est désormais le secteur phare de son économie en s'ouvrant sur les marchés émergents (Chine et Inde) et en développant de nouvelles infrastructures telles que les promenades sous-marines. Cette année, les fidjiens comptent sur la coupe du monde du rugby en Nouvelle Zélande pour attirer des touristes supplémentaires. A long terme, Fidji se fixe un nouveau défi : franchir le cap du million de visiteurs par an d'ici cinq ans.

Partenariat entre l'UE, Fidji et la Papouasie Nouvelle Guinée

Le mois dernier, un accord de partenariat économique (APE) a été adopté en séance plénière par le Parlement européen. Ce partenariat engage l'Union Européenne (UE) et les deux plus grandes économies du Pacifique insulaire : Fidji et la Papouasie Nouvelle Guinée. Les exportations en quantités significatives de ces deux pays vers l'UE ont motivé le choix des eurodéputés, notamment en ce qui concerne le sucre fidjien et le précieux thon du Pacifique en provenance de ces deux pays. Selon l'UE, ces APE sont des accords compatibles avec les règles de l'OMC, qui visent à favoriser l'intégration régionale et l'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale, de manière à encourager le développement durable de l'économie et de la société dans ces pays et à contribuer à l'ensemble des efforts accomplis pour y éradiquer la pauvreté.

3 – Brèves locales

Reprise du crédit à la consommation

Selon les chiffres transmis au 31/12/2010 par les établissements de crédit intervenant à Wallis-et-Futuna, la distribution des crédits de trésorerie connaît une bonne reprise au cours du dernier trimestre de l'année, avec une hausse de 5,6 %, pour s'établir à 892 millions de F CFP. En glissement annuel, le tassement de l'encours observé sur ce type de concours ralentit, avec une baisse annuelle de 5,2 % enregistrée à décembre 2010 contre 15,4 % en septembre. Les nouveaux concours accordés ont été affectés à l'achat de véhicules, mais aussi, en l'absence de concours dédié à l'habitat, à l'achat de matériaux de construction, particulièrement pour les sinistrés de Futuna. S'ajoutent à cela des besoins de trésorerie des ménages à caractère davantage saisonnier, pour le financement des communions ou des départs en vacances.

Observatoire des prix

L'Observatoire des prix, officiellement créé en juin 2009, s'est réuni pour la seconde fois le 3 février dernier dans le but de commenter la structure et les évolutions des prix en 2010. Il ressort de l'étude réalisée en 2010 par le Service Administration Economique et Développement (AED) que le prix d'achat au fournisseur, le fret, les frais accessoires (frais de transit, de débarquement, de transport local) et les taxes locales constituent 60 % du prix moyen des 8 produits alimentaires de grande consommation observés. En conclusion, le Comité de l'Observatoire a suggéré quelques orientations économiques, notamment la mise en œuvre de mesures incitatives visant à développer la production locale.

Assemblée générale du COWF des mini jeux de 2013

Mardi 8 février s'est tenue au *fale* de la République à Havelu une Assemblée Générale du Comité Organisateur des mini jeux de 2013. L'ordre du jour de cette réunion, rassemblant toutes les autorités du Territoire, était de dresser le bilan des activités et le rapport financier de 2010. Le budget prévisionnel de fonctionnement attribué pour organiser les manifestations des mini jeux et accueillir les 1 300 participants s'élève à 435 millions de F CFP.

Nomination au Service des Travaux Publics

Après avoir dirigé le Service des routes du Conseil Général de la Réunion, M Thierry JAMET a pris les fonctions de Chef de Service des Travaux Publics le 16 janvier dernier. Il succède ainsi à M Marc RAYNAL. Le Service des Travaux Publics de Wallis-et-Futuna a pour mission d'entretenir et de construire les infrastructures publiques : routes et bâtiments, réseaux d'eau potable et d'électricité, ports de Wallis et de Futuna ainsi que l'infrastructure aéroportuaire de Futuna. Il assure aussi l'exploitation et la distribution de l'eau à Futuna. Fort de 100 agents permanents (dont 71 à Wallis) et de 5 fonctionnaires détachés du MEEDDM (Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer), le Service des Travaux Publics constitue le service technique le plus important du Territoire.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4eT 2010	105,2	-	3,2%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-10	2 007	-	-1,0%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	janv-11	387	-31,6%	-16,6%
	cumulées	janv-11	387	-	-16,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-11	72	-39,6%	-17,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	janv-11	72	-	-17,5%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	janv-11	39	-	-6,8%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4eT 2010	5 096	-	1,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	685	-1,0%	5,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	185	10,0%	10,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-11	3 124	4,8%	19,4%
	cumulé	janv-11	3 124	-	19,4%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-11	1 045	-26,3%	10,9%
	cumulé	janv-11	1 045	-	10,9%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	janv-11	5	25,0%	25,0%
	cumulées	janv-11	5	-	25,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		janv-11	7	-50,0%	-22,2%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	2 001	1 989	2 164	8,8%	8,1%
Dépôts à vue	3 416	3 337	3 580	7,3%	4,8%
Total M1	5 417	5 326	5 744	7,8%	6%
M2-M1	611	571	568	-0,5%	-7,0%
Total M3	6 692	6 014	6 828	13,54%	2,0%

Concours à caractère bancaire

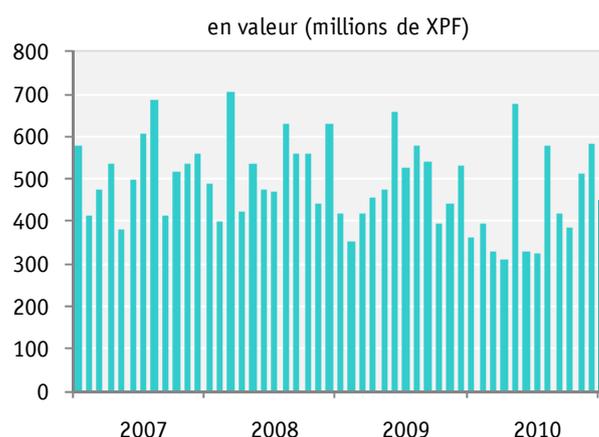
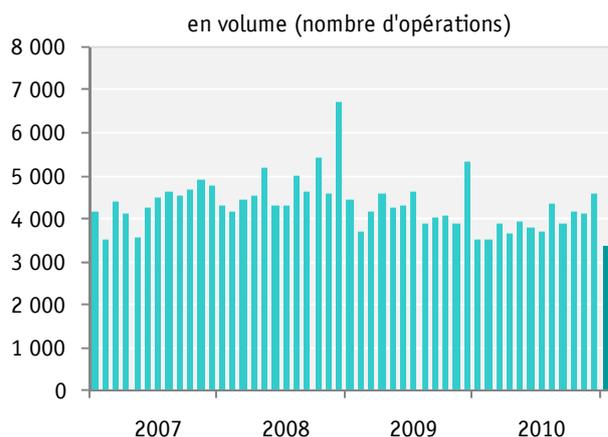
Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés.

en millions de F CFP	déc-09	déc-10	▲/an n
Crédits de trésorerie	925	872	-5,7%
Crédits à l'équipement	1 432	1 247	-12,9%
Crédits à l'habitat	521	363	-30,5%
Autres crédits	290	263	-9,2%
Sous total	3 168	2 745	-13,4%
Créances douteuses brutes	754	792	5,2%
Total	3 921	3 537	-9,8%

Compensation

Diminution sur le mois des opérations de compensation

	janv-10	déc-10	janv-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 506	4 576	3 361	3 361	-26,6%	-4,1%
Compensation (en millions de CFP)	361	582	452	452	-22,3%	25,2%



Incidents bancaires

Hausse des incidents de paiement par chèque tant sur le mois que sur l'année

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	55	70	76	76	8,6%	38,2%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	447	421	406	-3,6%	-9,2%
- dont personnes physiques	436	409	395	-3,4%	-9,4%
- dont personnes morales	11	12	11	-8,3%	0,0%

Cotation

Stagnation du nombre de cotations sur le mois

en nombre	janv-10	déc-10	janv-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	38	38	0,0%	-20,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	13	13	0,0%	-7,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	2011	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	déc	102	105	-	103,2%
Entreprises					
nombre d'entreprises	sept	700	625	-	-10,7%
créations	sept	13	11	-	-15,4%
fermetures	sept	5	75	-	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	13	11	11	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janv	27	83	33	-60,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janv	2	2	2	-12,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	3	3	4	33,3%
Ménages					
emploi salarié (nb)	juin	2 027	2 007	-	-1,0%
dont secteur privé	juin	796	827	-	3,9%
dont secteur public	juin	1 231	1 180	-	-4,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472	486	-	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	426	436	395	-9,4%
décision retrait cartes bancaires	janv	4	0	0	-
incidents paiements sur chèques	janv	125	55	76	38,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janv	77	105	109	3,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janv	19	43	64	47,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janv	28,6	17,0	18,0	6,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	11	6	3	-50,0%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	janv	246	464	387	-16,6%
exportations	janv	-	-	-	-
recettes douanières	janv	68	129	112	-13,4%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	janv	37	87	72	-17,5%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	janv	30	41	39	-6,8%
Indicateurs financiers					
Dépôts à vue	déc	38 260	35 311	-	-7,7%
M1	déc	61 381	58 973	-	-3,9%
M2	déc	68 220	65 479	-	-4,0%
Dépôts à terme	déc	9 088	6 806	-	-25,1%
M3	déc	77 308	72 285	-	-6,5%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	déc	1 467	1 255	-	-14,4%
dont crédits à la consommation	déc	941	893	-	-5,2%
dont crédits à l'habitat	déc	521	363	-	-30,5%
Entreprises	déc	1 241	1 092	-	-12,0%
dont crédits d'exploitation	déc	154	103	-	-32,8%
dont crédits d'investissement	déc	1 070	943	-	-11,9%
dont crédits à la construction	déc	0	0	-	0,0%
Collectivités locales	déc	361	304	-	-16,0%
Autres agents et CCB non ventilés	déc	124	94	-	-24,3%
créances douteuses brutes	déc	112	777	-	596,5%
taux de créances douteuses	déc	18	22	-	+ 4 pt
ensemble des actifs financiers*					
Ménages	déc	2 664	2 856	-	7,2%
Sociétés	déc	2 346	1 678	-	-28,5%
Autres agents	déc	3 939	4 034	-	2,4%
dont assurances-vie	déc	775	921	-	18,8%

*Chiffres provisoires

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

7- Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/01/2011	31/12/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	1,3130%	0,8170%	+ 0,496 pt	0,4100%	+ 0,903 pt
EURIBOR 1 mois	0,8950%	0,7820%	+ 0,113 pt	0,4530%	+ 0,442 pt
EURIBOR 3 mois	1,0740%	1,0060%	+ 0,068 pt	0,7000%	+ 0,374 pt
EURIBOR 6 mois	1,3190%	1,2270%	+ 0,092 pt	0,9940%	+ 0,325 pt
EURIBOR 12 mois	1,6440%	1,5070%	+ 0,137 pt	1,2480%	+ 0,396 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2011	0,38%	03/02/2011
année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/01/2011	31/12/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,6672%	0,4902%	+ 0,823 pt	0,3476%	+ 0,965 pt
EURIBOR 1 mois	0,7940%	0,8110%	- 0,017 pt	0,4790%	+ 0,315 pt
EURIBOR 3 mois	1,0180%	1,0220%	- 0,004 pt	0,7120%	+ 0,306 pt
EURIBOR 6 mois	1,2540%	1,2510%	+ 0,003 pt	0,9950%	+ 0,259 pt
EURIBOR 12 mois	1,5500%	1,5260%	+ 0,024 pt	1,2420%	+ 0,308 pt
TMO	3,7000%	3,5900%	+ 0,110 pt	3,7400%	- 0,040 pt
TME	3,5000%	3,3900%	+ 0,110 pt	3,5400%	- 0,040 pt
TRBOSP	3,7800%	3,6500%	+ 0,130 pt	3,7600%	+ 0,020 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/01/2011	31/12/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,230%	0,145%	0,125%	0,080%	0,430%	0,480%	0,490%	0,465%
3 mois	0,455%	0,476%	0,375%	0,330%	0,110%	0,305%	0,830%	0,820%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,400%	3,310%	3,840%	1,230%	1,120%	nd	3,650%	3,400%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non	13,77%
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,1544	1 NZD/XPF	67,1799	1 HKD/XPF	11,1774	1 GBP/XPF	138,6128	
100 JPY/XPF	106,0821	1 AUD/XPF	86,7047	1 SGD/XPF	68,0573	100 VUV/XPF	91,6766	1 FJD/XPF	48,1526